

Le rôle des revenus du carbone dans le financement de la transition climatique :

Tirer les leçons des expériences du monde entier

Webinaire

9 avril 2024

Deux sessions pour couvrir les différents fuseaux horaires :

- Session 1 (Asie-Pacifique) : 9h30 – 11h00 CEST → s'inscrire [ici](#)
 - Session 2 (Amériques) : 16h30 – 18h00 CEST → s'inscrire [ici](#)
-

Contexte

Les besoins annuels en matière de financement de la lutte contre le changement climatique sont désormais estimés à plusieurs milliers de milliards d'euros (IPC 2023). Ces dernières années, le monde a vu les records climatiques tomber et l'appel à une « action spectaculaire » pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris se multiplier (ONU 2023). L'année 2023 est désormais confirmée comme l'année la plus chaude au monde à ce jour (NONOAA 2024), et 2022 comme l'année où les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) ont établi un nouveau record et où la crise énergétique a posé des défis supplémentaires (PNUF 2023).

Les politiques de tarification du carbone peuvent être une source de revenus pour financer la transition climatique, tout en aidant les plus vulnérables à éviter les conséquences socio-économiques négatives. L'utilisation d'instruments de tarification du carbone en tant que politiques climatiques s'est répandue dans le monde entier, avec une augmentation notoire du nombre de taxes sur le carbone et de systèmes d'échange de quotas d'émission, qui atteindra 74 en 2023 (I4CE 2023), contre seulement la moitié en 2015. Les revenus générés par ces instruments ont également augmenté au fil du temps, atteignant 93 milliards de dollars en 2022 (I4CE 2023), contre seulement 9 milliards USD au moment de l'adoption de l'accord de Paris.

Cependant, la polycrise a compliqué l'économie politique de la mise en œuvre de la tarification du carbone. Avec la hausse des prix de l'énergie, les gouvernements ont été poussés à adopter des mesures pour les réduire à court terme, ce qui s'est ajouté aux charges fiscales accumulées pendant la pandémie et a joué en défaveur des politiques de tarification du carbone. Dans le même temps, l'urgence de faire face à la crise climatique et d'augmenter les recettes publiques pour combler les déficits budgétaires a renforcé les arguments en faveur d'un renforcement de ces politiques (Banque mondiale 2023).

La question de l'utilisation des revenus du carbone est devenue une question cruciale à laquelle les décideurs politiques doivent répondre dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre des politiques de tarification du carbone. Les juridictions peuvent adopter différentes approches pour utiliser les recettes de la tarification du carbone, et il n'existe pas de solution unique. Les recettes des instruments de tarification du carbone peuvent être utilisées de différentes manières pour poursuivre des objectifs politiques spécifiques. Ainsi, le choix de la meilleure façon d'utiliser les revenus du carbone doit répondre au contexte et aux priorités de chaque juridiction, mais les leçons tirées des expériences menées dans le monde entier peuvent fournir des orientations utiles.

Dans le cadre du projet European Union Climate Dialogues (EUCDs) financé par l'UE, l'Institute for Climate Economics (I4CE) organise un **webinaire mondial sur la façon dont les revenus du carbone peuvent maximiser les avantages socio-économiques de la tarification du carbone et accélérer la transition climatique**. Cette activité est la dernière étape d'un processus plus large, dont l'objectif est de soutenir le passage à une perspective globale sur l'utilisation des revenus de la tarification du carbone dans le cadre de la mise en œuvre de voies à faible émission de carbone et résilientes au changement climatique. Le webinaire sera l'occasion de découvrir les conclusions d'une étude internationale menée par I4CE sur ce sujet, qui intègre les contributions de deux ateliers réunissant plus de 200 fonctionnaires et experts, et d'engager une discussion constructive avec diverses parties prenantes sur les enseignements tirés et la voie à suivre.

Objectif : Ce webinaire vise à susciter un débat entre les décideurs politiques, les praticiens, les experts, le secteur privé et la société civile sur les pratiques nationales et infranationales en matière d'utilisation des revenus du carbone, en soulignant leur rôle dans l'accélération d'une action climatique ambitieuse et dans l'amélioration de l'acceptabilité de la tarification du carbone en bénéficiant à la société et à l'économie.

Public cible : Fonctionnaires, organisations internationales, universités, groupes de réflexion, organisations non gouvernementales et de la société civile, ainsi qu'experts, consultants et professionnels souhaitant s'informer et contribuer à la discussion.

Format : Séminaire virtuel ouvert, divisé en deux sessions (par fuseaux horaires), chacune comportant deux moments clés :

- Une présentation pour introduire le sujet à travers les conclusions du rapport sur l'utilisation des revenus du carbone préparé par I4CE.
- Un panel de discussion avec des thèmes différents pour chaque session, impliquant 3-4 orateurs (fonctionnaires et experts). Les participants auront l'occasion de contribuer et de poser des questions dans les sections de questions et réponses.

Ordre du jour

L'heure	Contenu	Intervenants	
		Session 1 (Asie-Pacifique)	Session 2 (Amériques)
5'	Accueil et détails techniques	Louise Kessler, I4CE	Sébastien Postic, I4CE
5'	Remarques introductives	Commission européenne (DG CLIMA)	
5'	Discours d'ouverture sur le contexte de la tarification du carbone	Stefano De Clara, ICAP	Joseph Pryor, Banque mondiale
20'	Présentation : Maximiser les bénéfices de la tarification du carbone par l'utilisation des revenus du carbone : Explorer les expériences mondiales sur le terrain	Diana Cardenas Monar, I4CE	
35'	Débat d'experts	<ul style="list-style-type: none"> • Sharlin Hemraj, Directrice Taxes Environnementales et sur les Carburants, Trésor national, Afrique du Sud • Noor Syaifudin, Agence de Politique Fiscale, ministère des Finances de l'Indonésie • Stefano De Clara, Chef du Secrétariat du Partenariat International d'Action sur le Carbone (ICAP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Amanda Engel, Conseillère Stratégique, Unité de Politique Fiscale, Gouvernement de la Colombie-Britannique - Canada • Assia Elgouacem, Cheffe Intérimaire de l'Unité Fiscalité et Environnement, OCDE • William Wills, Directeur Technique, Centro Brasil no Clima • Stefano Carattini, École d'Études Politiques Andrew Young, Université d'État de Géorgie ; • Juan Pedro Searle, Directeur du changement climatique, ministère de l'Énergie, Chili
15'	Q&R	Tous les participants	
5'	Remarques finales	Commission européenne (DG CLIMA)	